

permis que cela arrive, puisqu'il n'a rien fait pour l'empêcher, il a certainement sa part de responsabilité. A mon avis, il devrait songer à un programme d'achat qui s'appliquerait immédiatement aux excédents de l'industrie de la volaille, notamment à l'égard des producteurs qui ont perdu leurs marchés traditionnels.

On prétendra que ceux qui ont produit à l'excès pour un marché dont ils ne disposaient pas ne méritent pas de protection. Cela est autre chose, mais il me semble que ceux qui ont perdu leurs marchés traditionnels ont des droits sur le trésor fédéral, et que le gouvernement fédéral devrait se hâter de les aider. Je sais que ce sujet est désagréable et que, dans le passé, nous avons eu des programmes d'achat des excédents. Pour un gouvernement, une telle entreprise n'est pas très heureuse, car elle coûte cher et entraîne des complications. Mais, monsieur l'Orateur, nous avons un problème. Il est là devant nous. Agissons immédiatement de façon positive.

Nous devrions faire revivre le bill sur la commercialisation des produits de ferme, y apporter quelques changements et l'adopter aussi rapidement que possible afin d'empêcher que des situations semblables ne se renouvellent à l'avenir. Nous devrions même rendre ce bill plus énergique afin que le gouvernement fédéral puisse prendre des sanctions contre les provinces qui refuseraient de laisser circuler librement les produits agricoles dans l'ensemble du Canada, ou leur retirer des subventions comme celles qu'autorisait le programme laitier. Le gouvernement fédéral devrait la soumettre à la Cour suprême en vue de clarifier la situation en ce qui a trait à la mesure législative sur la commercialisation des produits agricoles, et au pouvoir des offices de commercialisation provinciaux, et ainsi de suite.

Enfin, un dernier point, monsieur l'Orateur. Dans le passé nous vendions beaucoup d'œufs à l'étranger. J'ignore si la vente des dindes et poulets était considérable. Je ne suis pas même sûr qu'il existe un marché étranger pour ces produits à l'heure actuelle, mais on prétend qu'il existe peut-être un débouché au Japon pour le porc ou même le bœuf. Je me demande s'il n'y aurait pas aussi un marché pour les poulets et les œufs.

A mon avis, le gouvernement fédéral devrait entreprendre un programme de recherche plus actif sur la commercialisation. Depuis mon arrivée ici, j'ai remarqué qu'on a consacré des sommes énormes à la recherche sur la production, dans certains cas avec des résultats remarquables. Mais on n'a pas entrepris d'études étendues des marchés et, que je sache, on n'en projette pas pour l'immédiat. Nous n'avons pas exploré toutes les avenues accessibles. Il est grand temps de le faire dans l'intérêt de l'industrie agricole au Canada.

M. McKinley: Le député me permettrait-il une question? Il a mentionné l'attitude adoptée par le parti conservateur envers le bill C-197. Pourrait-il nous expliquer pourquoi son parti fait volte-face en apprenant que le syndicat des cultivateurs s'opposerait au projet de loi à moins qu'on ne le modifie sensiblement?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

[Français]

M. Jean-L. Rochon (Ahuntsic): Monsieur l'Orateur, j'éprouve en ce moment un vif sentiment de tristesse et avec toute la nation canadienne, je pleure la mort du grand patriote qu'était Pierre Laporte. Ce sentiment de

[M. Thomson.]

tristesse, il devient pour moi presque une hantise quand je me rappelle celui qui me faisait l'honneur de partager avec moi une vieille amitié de plusieurs années. En effet, je ne puis oublier la lutte qu'il faisait à mes côtés en 1962, alors que les électeurs de Laval me faisaient l'honneur de m'élire au Parlement de la nation, et je réalise en ce moment qu'il est dans la vie des circonstances où la parole humaine semble impuissante à traduire toute l'émotion qui s'empare de son être, où la parole humaine se refuse à dire ce que pense le cœur. Tous ces sentiments, je les résumerai ainsi: Cher monsieur Laporte, que la terre vous soit légère! A votre épouse, à vos enfants, à votre mère et à tous les vôtres qui vous pleurent mes sincères condoléances. Ils pleurent, c'est vrai, mais ils pleurent un héros dont le nom s'inscrira en lettres d'or dans les pages de notre histoire.

• (4.00 p.m.)

Monsieur l'Orateur, mes préopinants ont tour à tour, suivant leur appartenance politique, approuvé ou sinon désapprouvé, du moins minimisé les mesures préconisées dans le discours du trône. Mais qu'on s'y arrête un peu, qu'on lise entre les lignes et l'on y verra un même souci qui anime tous les députés: le mieux-être de la population canadienne.

On peut différer d'opinion sur l'application de certaines mesures, et c'est humain. Mais dans les temps tragiques que nous vivons, oublions ces divergences d'opinions et serrons-nous les coudes. A ce moment-là, chacun de nous pourra, dans son for intérieur, être conscient du devoir accompli.

Monsieur l'Orateur, je suis un des plus âgés à la Chambre. J'ai vécu les jours de la crise économique de 1930. J'ai vécu les jours qui ont suivi, en 1935. J'ai siégé au parlement provincial du Québec pendant cette période, alors que tout comme aujourd'hui, il y avait des malaises et du trouble ou peut-être un peu moins. Par la suite, nous avons connu des heures bien sombres au cours de la deuxième guerre mondiale de 1939 à 1945.

J'ai lu attentivement le discours du trône. J'y ai décelé l'intention bien arrêtée du gouvernement de continuer l'application de sa politique dans l'intérêt d'une société qu'il veut plus juste et meilleure.

J'aurais beaucoup à dire sur toutes les mesures préconisées. D'autres avant moi l'ont fait. Ils les ont analysées. Les députés de l'opposition les ont critiquées et certaines de ces critiques ont été constructives. Les ministériels ont expliqué tout le bon qu'on peut en retirer et c'est pourquoi je n'y reviendrai pas. Je fais donc miennes toutes les idées constructives entendues.

L'an dernier, alors que je prenais la parole sur l'Adresse en réponse au discours du trône, j'avais signalé un point qui me paraissait très important, savoir la pollution de l'air et de l'eau. Je rapportais alors ce que j'avais entendu à Bruxelles, aux séances du comité scientifique de l'OTAN. J'avais été fort impressionné par ces paroles d'un délégué anglais:

«Demain, le fond des mers deviendra le grenier du monde». Il nous expliquait ensuite tout ce qu'on peut retirer des rivières ou de la mer, à partir des poissons, des algues et des huiles souterraines. Il concluait en disant: «Il faut protéger cet immense potentiel et l'un des grands moyens, c'est d'enrayer la pollution autant de l'air que de l'eau, et des organisations internationales et nationales devront être mises sur pied, car dans plus d'une